

**80^e anniversaire de la
création de l'association
des anciens FTP**

**34^e CONGRÈS NATIONAL
DE L'ANACR
À PERIGUEUX**

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDÉ DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° SPÉCIAL CONGRÈS 2025

1945 : LA VICTOIRE CONTRE LES FASCISMES



Après 6 ans et demi d'affrontements meurtriers ayant causé la mort de plus de 40 millions de personnes, faisant des millions de blessés, de veuves et d'orphelins, ravagé des contrées entières, y détruisant nombre de monuments du patrimoine mémoriel, d'équipements sociaux, les armes vont se taire sur l'ensemble des fronts européens. Les forces allemandes d'Italie vont capituler le 29 avril, celle des Pays-Bas le 6 mai et, le 7 mai 1945 à Reims, à la tête d'une délégation militaire allemande, le général Alfred Jodl signe la capitulation sans conditions de toutes les forces armées du Reich. La signature se déroule à 2h41, dans une salle de l'actuel lycée Franklin-Roosevelt. Y participent les généraux Bedell-Smith (Alliés), Sousloparov (URSS), Jodl (Allemagne) et Sevez (France).

L'URSS ayant exigé une seconde cérémonie le 8 mai, à Berlin, une nouvelle capitulation est signée le 8 mai peu avant minuit, la France étant cette fois représentée par le général de Lattre de Tassigny, commandant la 1^{re} Armée. Le maréchal Tedder signe pour le haut-commandement allié, le général Joukov pour le haut-commandement soviétique. Ce n'est enregistré qu'à 01h01 en Union Soviétique. La victoire de la «Grande Guerre patriotique» se commémore ainsi le 9 mai en Russie.



En rouge, les dernières régions d'Europe encore contrôlées par des forces allemandes au moment de la

capitulation du 3^e Reich: la Norvège, le Danemark, une zone à cheval sur l'ouest de la Yougoslavie, l'Autriche et néerlandaise et allemande, les «Poches de l'Atlantique» en France, la poche de Courlande en Lettonie, Jersey et Guernesey. Des combats résiduels auront lieu jusques vers la mi-mai dans les Balkans et en Courlande avec des restes de formations collaboratrices.

La défaite du 3^e Reich consommée, les Alliés vont se réunir à Podstadam le 26 juillet et exiger la reddition sans conditions du Japon; ce que lui-ci rejette.

La guerre va donc encore durer, et des troupes françaises, intégrant des FFI s'étant engagés pour la durée de la guerre, vont être dirigés vers l'Indochine occupée par l'Empire nipon.

Ce ne sera qu'après de durs com-

bats aux portes même de l'archipel japonais et le lancer de deux bombes atomiques sur Hiroshima puis Nagasaki que l'Empire nippon déposera les armes.

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Hommage de Picasso
- P. 3 : Editorial
- P. 4-5 : Héros de la Résistance
- P. 6-7 : Les «Indochinois»
- P. 8-10 : Victoire sur le militaro-fascisme japonais
- P. 11-34 : Le dossier du Congrès
- P. 35-36 : Nos deuils
- P. 37-39 : Avis de recherche
- P. 40 : Les Livres

«MONUMENT AUX ESPAGNOLS MORTS POUR LA FRANCE»



Moins connu que son célèbre *Guernica*, ce tableau de Pablo Picasso (195x130 cm), réalisé dans la période 1945-1947, est un hommage aux Espagnols tombés dans les rangs de la Résistance sur le sol national dans la lutte contre les nazis et les fascistes. L'œuvre, donation de la France en 1990, est aujourd'hui à Madrid au Museo Reina Sofia

L'HISTOIRE... ET LES LEÇONS DE L'HISTOIRE

Le 8 mai 1945, la capitulation nazie à Berlin actait la fin d'un conflit ayant ravagé l'Europe, et dont la capitulation de la 6^e armée allemande à Stalingrad le 2 février 1943 et le Débarquement allié sur les côtes de France en Normandie le 6 juin 1944 auront été les deux tournants majeurs dans l'affrontement armé qui opposa, six années durant, de 1939 à 1945, la coalition alliée au camp du fascisme et du nazisme.

La victoire finale sur le fascisme – militairement agresseur en Europe dès 1939, le Reich nazi y envahissant la Tchécoslovaquie puis la Pologne, en Asie dès 1935, quand le Japon occupa la Mandchourie chinoise, et même en Afrique quand, en 1936, l'Italie s'empara de l'Éthiopie – ne fut pas pour autant aisée : il fallut surmonter bien des obstacles. En premier lieu politiques, car la réaction des démocraties face aux fascismes expansionnistes fut longue à être décidée et mise en œuvre, les opinions publiques, naturellement traumatisées par le bilan tragique de la Première Guerre mondiale – 9 millions de morts et disparus (1,4 million pour la France), plus de 21 millions de blessés (4 millions en France) – aspirant à préserver la Paix à tout prix, sans avoir conscience des implications des non-réponses aux agressions fascistes et, évidemment, de leur coût futur au regard de l'Histoire.

C'est ainsi que l'annexion (l'«Anschluss») de l'Autriche par le Reich nazi en mars 1938, interdite par les Traités de Paix de 1919, venant après sa remilitarisation de la Rhénanie en mars 1936, en violation des Traités de Versailles (1919) et Locarno (1925) qui l'excluaient, n'entraîna aucune réaction majeure des démocraties ni de la «Société des Nations», en dehors de condamnations aussi «vigoureuses» qu'inoportantes. Et en octobre 1938, ce fut la Conférence de Munich, lors de laquelle la France et la Grande-Bretagne capitulèrent face à Hitler en lui abandonnant les Sudètes tchécoslovaques «pour sauver la Paix», ce qui ne fit que préfigurer la destruction par le dictateur nazi de la Tchécoslovaquie en mars 1939, laquelle entraîna des... protestations «énergiques» de la part de la France et de la Grande-Bretagne ; qui ne dissuadèrent pas le Führer de déclencher le 1^{er} septembre 1939 son agression contre la Pologne, détonateur de la Seconde Guerre mondiale. Et, pour ce qui concerna les deux acolytes principaux de l'Allemagne hitlérienne, l'Italie mussolinienne et le Japon militariste-fasciste, leurs condamnations – elles aussi «vigoureuses» – par la SDN, et les sanctions économiques afférentes les accompagnant, ne les empêchèrent en rien de poursuivre leurs prédatations à l'encontre de la Chine en 1937 ou de l'Albanie en avril 1939.

C'est la conjonction de la lutte des peuples, tant en Europe qu'en Asie, mobilisés par les Résistances antifascistes, qui permit avec la force militaire des Armées alliées de vaincre les fascismes, de libérer les territoires qu'ils avaient occupés et même annexés, les peuples qu'ils avaient asservis. Elle ne fut pas d'emblée simple à réaliser : Roosevelt dut surmonter le puissant courant isolationniste existant dans son pays, mêlant milieux d'affaires intéressés au maintien du commerce avec l'Allemagne, sympathisants plus ou moins avoués de son régime et pacifistes sous-estimant le danger mortel qu'elle représentait. Churchill dut de même combattre dans son pays les tenants de la politique d'«apaisement» face à Hitler, ce qui se traduisit avant-guerre par les «Accords de Munich» et la politique britannique de non-intervention en Espagne face à Franco, et ce qui fut encore sensible au sein des milieux dirigeants anglais, quand Hitler, au lendemain de sa victoire à l'Ouest en mai-juin 1940, fit le 19 juillet suivant au Reichstag une proposition de... «Paix» ; sans évidemment parler d'évacuation des territoires occupés par la Wehrmacht en France, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Norvège, au Danemark, aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg...

Churchill ne tomba pas dans le piège d'une «paix» qui n'aurait que permis à Hitler de pérenniser ses conquêtes et de préparer dans de meilleures conditions de nouvelles agressions, déjà programmées dans les Balkans, contre l'Union Soviétique... Heureusement Roosevelt, avant même que les États-Unis entrent en guerre fin 1941, après l'agression japonaise à Pearl Harbor, fit en sorte que son pays fournisse à la Grande-Bretagne les équipements militaires ainsi que les denrées alimentaires lui permettant de poursuivre la lutte.

C'est ce choix de poursuivre, sans concessions aux agresseurs, le combat contre les régimes fascistes qui permit, avec la Résistance et le soulèvement des peuples européens subissant le joug nazi, la victoire de Stalingrad début 1943, en 1944 les débarquements alliés de Normandie et de Provence, la Victoire finale sur le nazisme capitulant le 8 mai 1945 à Berlin.

Le monde en ce premier quart du XXI^e siècle est différent de celui du milieu du XX^e : L'ONU compte aujourd'hui 193 États indépendants contre 51 à sa fondation en 1945, la rivalité entre les deux systèmes socio-économiques a perdu de son acuité avec l'effondrement soviétique et des démocraties populaires, et alors qu'en 1945 un seul pays avait acquis l'arme nucléaire, employée au Japon à Hiroshima et Nagasaki..., ils sont au moins neuf à en posséder : États-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne, Inde, Pakistan, Corée du Nord, Israël... On ne saurait donc plaquer les réalités de 1935 et 1945 sur celle de 2025. Pour autant, la multiplication des agressions et velléités expansionnistes contemporaines fait que tirer des leçons de l'Histoire n'est peut-être pas inutile...

Pierre MARTIN, Anne-Marie MONTAUDON

A NOS LECTEURS

De sérieux problèmes de santé ont entravé la rédaction et la confection du *Journal de la Résistance*.

Nous prions nos lecteurs de nous excuser de ce retard. En accroissant la pagination des prochains numéros, nous nous efforcerons de le combler.